

2014

Municipalité du Canton de
Shefford

Éric Salois
Directeur-inspecteur
Service d'urbanisme et d'environnement



CANTON DE SHEFFORD / RÈGLEMENT CONSTITUANT LE CCU

Règlement constituant le comité consultatif en urbanisme no 2014-511

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA HAUTE-YAMASKA

MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SHEFFORD

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt des citoyens de la Municipalité du Canton de Shefford que le conseil municipal se dote d'un comité pour l'aider à rencontrer efficacement ses responsabilités en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire;

ATTENDU qu'il est opportun pour le conseil de se doter d'un comité consultatif d'urbanisme de façon à pouvoir rendre des décisions en matière de demandes de dérogations mineures, de plans d'aménagement d'ensemble, de plans d'implantation et d'intégration architecturale, d'usages conditionnels et de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble, et ce, conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q. c. A-19.1);

ATTENDU que le conseil municipal a les pouvoirs de constituer un tel comité en vertu des articles 146 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. c. A-19.1);

ATTENDU qu'un avis de motion a été donné le 1^{er} avril 2014, avec demande de dispense de lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est décrété ce qui suit :
Article n^o....

CHAPITRE I : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1.1 TITRE DU RÈGLEMENT

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

Le présent règlement porte le titre de « Règlement constituant le Comité consultatif d'urbanisme ».

1.2 DÉFINITIONS

Au présent règlement, à moins que le texte n'indique un sens différent, les mots qui suivent signifient :

Comité :

Désigne le comité consultatif d'urbanisme de la Municipalité du Canton de Shefford.

Conseil :

Le conseil municipal de la Municipalité du Canton de Shefford.

Personne-ressource :

Personne nommée par le conseil municipal ou invitée par le comité pour participer aux activités du comité, mais qui n'est pas un membre, et qui a droit de parole, sans droit de vote.

Secrétaire :

Le secrétaire du comité consultatif d'urbanisme,

1.3 PERSONNES VISÉES

Les membres du comité sont liés par les dispositions, devoirs et obligations de ce règlement.

Le secrétaire du comité est lié par les dispositions de ce règlement.

CHAPITRE II : COMPOSITION, POUVOIRS ET DEVOIRS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

2.1 COMPOSITION DU COMITÉ

Règlement n° 2022-604

Le comité est composé de deux (2) membres du conseil et de cinq (5) résidents de la municipalité du Canton de Shefford. Ces personnes sont toutes nommées par résolution.

Aucun membre du conseil, y compris le maire, ne peut agir comme membre du comité si le conseil ne le nomme pas par résolution.

Aucun fonctionnaire municipal ne peut agir comme membre votant du comité.

2.2 DURÉE DU MANDAT DES MEMBRES

Règlement n° 2024-731

La durée du mandat des membres est fixée à deux (2) ans. Les nominations officielles se font à la séance ordinaire du conseil de décembre suivant l'élection générale ainsi qu'à la séance ordinaire de décembre 24 mois plus tard.

Le nombre de mandats maximum pour un membre citoyen est de trois (3) mandats.

Un mandat débutant entre deux séances de nominations officielles ne compte pas dans le nombre de mandats maximum.

2.3 RESPONSABILITÉS ET DEVOIRS DU COMITÉ

- 1) Le comité doit formuler un avis au conseil en matière :
 - a) de demande de dérogation mineure advenant l'adoption d'un tel règlement par le conseil (réf. : articles 145.1 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*);
 - b) de plans d'aménagement d'ensemble advenant l'adoption du tel règlement par le conseil (réf. : articles 145.9 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*);
 - c) de plans d'implantation et d'intégration architecturale advenant l'adoption d'un tel règlement par le conseil (réf. : 145.15 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*);
 - d) d'usages conditionnels advenant l'adoption d'un tel règlement par le conseil (réf. : articles 145.31 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*);
 - e) de projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (réf. : articles 145.36 et suivants de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*);
 - f) de constitution d'un site du patrimoine et de citation d'un monument historique conformément, entres autres aux dispositions de la *Loi sur les biens culturels* (L.R.Q., c. B-4).
- 2) Le comité peut également étudier et soumettre des recommandations au conseil en matière :
 - a) d'urbanisme, de zonage, de lotissement et de construction;
 - b) de toponymie;

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

c) tout autre document que lui soumettra le Conseil municipal.

2.4 LIMITES AUX POUVOIRS DU COMITÉ

Sont exclus des pouvoirs du comité et de ses membres :

- 1) toute délivrance de permis et certificat d'autorisation et ce, quel que ce soit le règlement municipal;
- 2) toute responsabilité et devoir des officiers municipaux notamment du directeur général, des inspecteurs municipaux et du fonctionnaire désigné par la municipalité régional de comté;
- 3) toute consultation publique, à l'exception de celle prévue en vertu de la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) lors de la constitution d'un site du patrimoine et de la citation d'un monument historique

2.5 RAPPORTS

Les études, recommandations et avis du comité sont soumis au conseil sous forme d'un rapport écrit portant les signatures du président et du secrétaire du Comité. Les procès-verbaux des réunions du comité peuvent être utilisés et faire office, à toutes fins utiles et dans les cas où ils sont jugés suffisants, de rapports écrits.

2.6 DEVOIRS ENVERS LA MUNICIPALITÉ ET LA POPULATION

- 1) Intérêt public

Le membre du comité doit exécuter ses fonctions dans l'intérêt public et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire valoir cet intérêt public.

- 2) Respect des lois et règlements

Le membre doit assumer fidèlement ses fonctions en conformité avec les lois et règlements applicables.

- 3) Étude et évaluation de dossier

Le membre doit accorder une attention particulière à chaque dossier soumis au comité afin de l'évaluer au mérite en tenant

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

compte de ses avantages, de ses inconvénients et de ses impacts sur l'ensemble de la collectivité.

4) Saine gestion

Le membre doit souscrire et adhérer aux principes d'une saine administration municipale.

5) Intégrité

Le membre doit s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités avec intégrité, dignité et impartialité.

6) Objectivité et impartialité

Le membre doit s'abstenir de toute activité incompatible avec ses fonctions, éviter tout conflit d'intérêts et prévenir toute situation susceptible de mettre en doute son objectivité ou son impartialité.

7) Charge et contrat

Le membre doit s'abstenir directement ou indirectement de solliciter ou de détenir une charge ou un contrat avec la municipalité, tant pour lui-même, un proche ou une personne morale dans laquelle il possède un intérêt substantiel.

8) Conflit d'intérêt

Est notamment en conflit d'intérêts :

- 1) Tout membre faisant une requête personnelle auprès de la Municipalité du Canton de Shefford et à l'égard de laquelle le comité doit faire une analyse et présenter une recommandation au conseil;
- 2) Tout membre qui doit se prononcer sur une requête ou un dossier d'une personne avec laquelle il possède des liens de parenté;

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

- 3) Tout membre lié directement ou indirectement à une requête ou un dossier que doit analyser le comité;
- 4) Tout membre qui doit se prononcer sur une requête adressée au comité provenant de sa compagnie, de son employeur, d'une compagnie dont il est actionnaire ou d'un organisme sur lequel il est administrateur;

En cas de conflits d'intérêts, le membre doit se retirer lors de l'étude du dossier par le comité ou lorsque le comité se prononce sur la recommandation qu'il doit adresser au conseil.

9) Confidentialité

Les documents que le comité produit ou utilise, dans le cadre de son travail (mandat), sont susceptibles d'être des documents visés par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Par conséquent, dans son travail, le comité, chacun de ses membres et le secrétaire sont tenus de respecter la confidentialité des renseignements ainsi portés à leur connaissance et faire preuve de prudence à l'égard du respect de la vie privée.

10) Droit à la propriété

Tout membre du comité doit obtenir l'autorisation des membres du comité et du propriétaire ou occupant d'un immeuble avant d'effectuer toute visite de terrain ou de bâtiment. C'est le rôle du secrétaire de contacter le propriétaire ou l'occupant pour le prévenir d'une visite.

2.7 DEVOIRS ENVERS LE COMITÉ ET LE CONSEIL

1) Réputation du comité

Le membre doit contribuer au maintien et à la défense de la bonne réputation du comité et du conseil municipal.

2) Collaboration

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

Le membre doit faire preuve de disponibilité et de diligence raisonnable et assurer son entière collaboration à la réalisation des mandats.

3) Respect des membres

Le membre doit faire preuve de respect et de courtoisie dans ses relations avec les autres.

4) Relation de confiance

Le membre doit chercher à établir une relation de confiance avec les autres membres ou personnes-ressources.

5) Respect de la procédure

Le membre doit observer les règles légales et administratives gouvernant le processus de prise de décision.

CHAPITRE III : MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

3.1 QUORUM

Le quorum, pour tenir une réunion du comité, est fixé à quatre (4) membres, dont le représentant du conseil est inclus.

3.2 DROIT DE VOTE

Tout membre du comité doit voter sur chacun des dossiers. Le président du comité possède un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

3.3 NOMINATION DU PRÉSIDENT ET DU VICE PRÉSIDENT

Les postes de président et de vice-président sont nommés, par résolution, du conseil à la première séance annuelle de ce dernier.

La durée respective du mandat, pour chacun de ces postes, est d'un (1) an et ce mandat est renouvelable par le conseil.

Le comité peut recommander au conseil le renouvellement ou non du mandat d'un membre et du président et du vice-président.

3.4 FONCTIONS DU PRÉSIDENT ET VICE PRÉSIDENT

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

Les fonctions du président du comité sont, entre autres, de :

- 1) Présider toutes les réunions du comité et diriger les délibérations;
- 2) Voir à ce que le comité s'acquitte de toutes les responsabilités et des devoirs qui lui incombent;
- 3) Représenter le comité;
- 4) Diriger, coordonner toutes les activités du comité.

Le vice-président assume les devoirs et les responsabilités du président lorsque ce dernier est absent ou incapable d'agir.

3.5 RÉMUNÉRATION DES MEMBRES

Le conseil détermine, le cas échéant, un mode de rémunération pour les membres du comité, à l'exception des membres du conseil municipal et du secrétaire.

3.6 SECRÉTAIRE

Le directeur du service d'urbanisme ou l'inspecteur municipal de la municipalité agit à titre de secrétaire du comité.

Le secrétaire du comité est soumis, en ce qui concerne les affaires courantes du comité, à l'autorité du président du comité. Il a droit de parole, sans droit de vote.

Le secrétaire du comité est nommé par résolution du conseil.

3.7 FONCTIONS DU SECRÉTAIRE

Les fonctions du secrétaire sont, entre autres, d'assumer les responsabilités suivantes :

- 1) Envoi des avis de convocation;
- 2) Préparation de l'ordre du jour;
- 3) Rédaction des rapports sur les items portés à l'ordre du jour;
- 4) Préparation et signature des procès-verbaux;
- 5) Envoi des procès-verbaux;
- 6) Correspondance;
- 7) Conservation des archives
- 8) Suivi des recommandations et avis du comité auprès du conseil;

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

- 9) Transmission au directeur général, dans les quinze (15) jours de chaque réunion du comité, d'une copie du procès-verbal de la réunion;
- 10) Transmission au directeur général d'un avis écrit indiquant l'expiration du mandat des membres concernés, et ce, avant la fin de chaque année.

3.8 PERSONNE-RESSOURCE

Le conseil peut adjoindre au comité, de façon ad hoc, toute personne-ressource dont les services lui seraient nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions, le tout conformément à l'article 147 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

3.9 REQUÊTE D'UN ORGANISME ET/OU UN INDIVIDU

Toute requête transmise à la municipalité par un organisme ou un individu (résidant ou non résidant sur le territoire municipal) doit parvenir, le cas échéant, au secrétaire au plus tard le premier jeudi du mois afin que le comité puisse faire une recommandation au conseil en temps opportun.

3.10 MÉCANISME DE RECRUTEMENT

Le conseil peut recruter les membres du comité de la manière qu'il juge approprié.

3.11 DÉMISSION

En cas de démission d'un membre, le conseil peut mettre fin au mandat du membre et nommer par résolution une autre personne pour terminer le mandat du siège devenu vacant.

3.12 ABSENTÉISME

En cas d'absence non motivée d'un membre à trois (3) réunions successives, le conseil peut, sur recommandation du comité, mettre fin au mandat du membre et nommer par résolution une autre personne pour terminer le mandat de ce membre.

3.13 DESTITUTION

Le comité peut recommander au conseil la destitution d'un membre pour absentéisme, tel que prévu au *Règlement constituant le comité*

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

consultatif d'urbanisme, manquement ou non-respect des dispositions du présent règlement.

3.14 VACANCE D'UN SIÈGE

S'il survient une vacance au sein du comité, le conseil peut y pourvoir en nommant un nouveau membre pour terminer le mandat.

3.15 CHANGEMENT DE STATUT D'UN MEMBRE

Tout membre qui, en cours de mandat, change de statut et devient soit un membre du conseil, soit un employé municipal, ou soit un non résident, perd automatiquement son droit de siéger au comité et son poste devient vacant.

3.16 RÉUNIONS RÉGULIÈRES DU COMITÉ

Le comité doit se réunir au moins deux (2) fois par année.

3.17 RÉUNIONS SPÉCIALES DU COMITÉ

Le comité peut tenir des réunions spéciales.

3.18 CONVOCATION DE RÉUNION PAR LE SECRÉTAIRE

Le secrétaire adresse un avis de convocation à chacun des membres du comité, au moins deux (2) jours ouvrables avant celui de la tenue d'une réunion.

L'avis de convocation doit mentionner le jour, l'heure et l'endroit de la réunion et les sujets à étudier.

3.19 CONVOCATION DE RÉUNIONS PAR LE CONSEIL

Le conseil peut aussi demander une convocation d'une réunion du comité en donnant un avis écrit préalable d'au moins trois (3) jours ouvrables précédant la réunion. Le secrétaire du comité doit transmettre à chacun des membres l'avis de convocation spécifiant la date, l'heure, le lieu et l'objet de la réunion.

3.20 NATURE DES RÉUNIONS

Dans tous les cas, les réunions du comité sont à huit clos. Le comité peut cependant convoquer les personnes visées par une requête ou un dossier.

3.21 RAPPORT ANNUEL

Le comité doit déposer au conseil un rapport annuel de ses activités de l'année au plus tard à la rencontre du mois de février de l'année qui suit.

3.22 DÉPENSES ADMISSIBLES

Le comité présente chaque année, au plus tard le 30 octobre, les prévisions de ses dépenses au conseil.

3.23 CONFIDENTIALITÉ

Afin d'assurer la nature confidentielle des informations qui circulent lors des réunions et des recommandations du comité, les procès-verbaux, les comptes rendus, les rapports et les recommandations du comité ne doivent indiquer en aucun cas et en aucun temps le nom du membre qui propose, qui appuie une résolution, ni le(s) nom(s) du (des) membre(s) qui est (sont) en faveur ou contre une résolution, un projet, une recommandation.

3.24 INFRACTION

Tout membre du comité en infraction à un règlement d'urbanisme de la municipalité doit en aviser le comité le plus tôt possible.

Tout membre ayant reçu un avis d'infraction à un règlement d'urbanisme de la municipalité ne peut siéger et assister aux réunions du comité. Le siège du membre devient temporairement vacant jusqu'à ce que décision finale soit rendue concernant cet avis.

3.25 UTILISATION DES MOYENS TECHNOLOGIQUES

Règlement n° 2024-730

Le président peut permettre, au besoin, la participation à une séance ordinaire ou extraordinaire par moyen technologique, soit

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

par vidéoconférence, audioconférence ou tout autre moyen technologique accepté par le CCU.

Ce moyen doit permettre aux personnes qui participent ou qui assistent à la séance de communiquer instantanément entre elles.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

4.1 ADOPTION

Le conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre et article par article, de manière à ce que, si un chapitre ou un article de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

4.2 REMPLACEMENT

Le présent règlement remplace le Règlement numéro 2006-433 et toutes les dispositions relatives à toute commission ou comité d'urbanisme contenu dans tout règlement antérieur et tout règlement antérieur constituant une telle commission ou un comité consultatif d'urbanisme.

4.3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

Canton de Shefford / Règlement constituant le CCU

André Pontbriand, Maire

Sylvie Gougeon, Directrice générale et

Secrétaire-trésorière

Annexe

***aux Règlement constituant le Comité consultatif
d'urbanisme***

Engagement solennel

*Je, _____, désigné(e) par le conseil
municipal pour être membre du comité consultatif d'urbanisme,
affirme solennellement que j'ai pris connaissance du Règlement
constituant le comité consultatif d'urbanisme et que je m'engage
à faire preuve de discrétion et à respecter fidèlement ses
dispositions dans l'intérêt public.*

Signé ce _____ 20____

Signature du membre